



Conseil économique et social

Distr. limitée
14 avril 2011
Français
Original: anglais

Commission pour la prévention du crime et la justice pénale Vingtième session Vienne, 11-15 avril 2011

Projet de rapport

Rapporteur: Erasmo **Lara Cabrera** (Mexique)

Additif

Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

1. À ses 8^e et 9^e séances, les 14 et 15 avril 2011, la Commission a examiné le point 8 de l'ordre du jour, intitulé "Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale". Pour ce faire, elle était saisie des documents suivants:

- a) Rapport du Directeur exécutif sur les activités de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (E/CN.7/2011/3-E/CN.15/2011/3);
- b) Rapport du Secrétaire général sur le renforcement de l'état de droit grâce à l'amélioration de l'intégrité et des capacités des services de poursuite (E/CN.15/2011/8);
- c) Rapport du Secrétaire général sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale (E/CN.15/2011/12);
- d) Rapport du Secrétaire général sur les mesures nationales et internationales visant à réformer la justice pour enfants, grâce en particulier à l'amélioration de la coordination de l'assistance technique (E/CN.15/2011/13).

2. Le Secrétariat a fait une déclaration liminaire. Des déclarations ont été faites par les représentants des États-Unis, du Canada, de la Fédération de Russie et de l'Allemagne. Une déclaration a également été faite par l'observateur de l'Italie. Des déclarations ont en outre été faites par les observateurs du Conseil universitaire pour



le système des Nations Unies, de la Commission internationale de la Pastorale catholique dans les prisons et du Comité consultatif mondial des amis.

3. Les discussions ont porté sur les sujets spécifiques suivants: nouveaux instruments dans le domaine de la violence contre les femmes et contre les femmes placées en détention ou dans un établissement pénitentiaire ou autre; action menée dans le domaine de la réforme de la justice pour enfants, de la justice pour mineurs et des enfants victimes; normes relatives à l'intégrité et aux capacités des services de poursuite et, plus généralement, possible révision de certaines des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale. En outre, les méthodes de travail de la Commission sur ce point de l'ordre du jour, notamment en ce qui concerne l'examen de l'application des règles et normes par les États Membres, ont été étudiées. On a suggéré de modifier l'intitulé de ce point pour les sessions futures de la Commission.

4. On s'est félicité de l'adoption par l'Assemblée générale des Règles des Nations Unies concernant le traitement des femmes détenues et les mesures non privatives de liberté pour les femmes délinquantes (Règles de Bangkok) et des stratégies et mesures concrètes types actualisées relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale.

5. Des orateurs se sont déclarés favorables au suivi de l'application de la Déclaration de Salvador sur les stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation, dans laquelle les États Membres avaient invité la Commission à envisager de revoir les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, en particulier l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et, si nécessaire, de les actualiser et de les compléter.

6. Des orateurs se sont félicités du rapport sur la coordination des mesures dans le domaine de la justice pour enfants (E/CN.15/2011/13) et ont souligné qu'il importait d'obtenir des résultats coordonnés, notamment dans le cadre du Groupe interinstitutions sur la justice pour mineurs. On a aussi noté que les règles et normes applicables en matière de justice pour mineurs servaient de base à l'examen de l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant. Il a été souligné qu'un fondement juridique solide était essentiel pour garantir l'équité et l'efficacité du système de justice relatif aux enfants et aux jeunes, et qu'il fallait également s'attaquer aux causes profondes du comportement criminel si l'on voulait parvenir à des solutions efficaces sur le long terme.

7. Il a été indiqué que les programmes de formation et les projets d'assistance techniques de l'UNODC existants et futurs devraient favoriser la mise en œuvre concrète des règles et normes et traduire dans les faits les valeurs d'égalité et d'équité de l'ONU.

8. Les activités que l'UNODC menait avec l'UNICEF, en ayant recours à la technologie pour promouvoir la formation des professionnels au sujet des enfants victimes et témoins ont été saluées, en particulier en ce qu'elles avaient permis de lutter contre l'utilisation malveillante des technologies à des fins de maltraitance d'enfants. Des informations sur les pratiques nationales de lutte contre la criminalité visant les enfants sur Internet ont été mises en commun, et il a été proposé de

partager avec d'autres États les nouveaux enseignements qui avaient été tirés dans ce domaine.

9. On s'est félicité du rapport du Secrétaire général sur le renforcement de l'état de droit grâce à l'amélioration de l'intégrité et des capacités des services de poursuite (E/CN.15/2011/8), et on a souligné l'importance des lignes directrices à l'intention des procureurs. On a recommandé à l'UNODC de collaborer avec l'Association internationale des procureurs et poursuivants à l'élaboration de matériels de formation et de bonnes pratiques sur la façon dont ces normes pourraient être appliquées aux opérations et pratiques en matière de poursuite. On a noté qu'il n'avait pas été suffisamment prêté attention aux règles et normes ayant trait aux poursuites et au rôle des avocats jusqu'à présent, et on espérait que des mesures seraient prises à l'avenir en vue de l'application et de la diffusion des lignes directrices.
